

DOSSIER ÉCONOMIQUE



ITUC CSI IGB

5^E CONGRÈS MONDIAL DE LA CSI

MELBOURNE, AUSTRALIE, DU 17 AU 22 NOVEMBRE 2022

SOMMAIRE

LA CRISE ACTUELLE, PLUS GRAVE QUE LES CRISES PRÉCÉDENTES ?	3
INFLATION	4
UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PESSIMISTE	7
COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?	8
INVESTISSEMENT TARDIF ET EXPLOSION DES BÉNÉFICES	10
L'INVESTISSEMENT SPÉCULATIF NE GÉNÈRE PAS DE CRÉATION D'EMPLOIS	13
LES FRUITS DE LA CROISSANCE N'APPARAISSENT PAS DANS LES SALAIRES	15
DES SALAIRES QUI NE PERMETTENT PAS UN NIVEAU DE VIE DÉCENT	18
LE SPECTRE DE LA DETTE	19
QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AVENIR ?	20

VUE D'ENSEMBLE

LA CRISE ACTUELLE, PLUS GRAVE QUE LES CRISES PRÉCÉDENTES ?

Le système économique mondial connaît une période critique de profondes crises intersectionnelles aux plans social, économique, environnemental et sanitaire, qui frappent les travailleurs et leur famille, quels que soient l'endroit où ils vivent et le niveau de développement de leur économie nationale. Pendant ce temps, de nombreux dirigeants politiques et institutions internationales se tournent vers des solutions macroéconomiques orthodoxes – qui, dans le passé, n'ont fait qu'aggraver les inégalités à l'échelle mondiale et dégrader la qualité de

vie et les opportunités d'emploi des travailleurs sur l'ensemble du globe.

En 2022, nous observons une baisse continue de la croissance économique et, simultanément, une montée des prix des biens et services qui constituent la base des frais de subsistance essentiels des travailleurs, ainsi que des restrictions de la capacité de production, une régression de la répartition des revenus, une hausse de la dette souveraine et de l'endettement des entreprises et des ménages, et un manque de comportement responsable des

entreprises – étant donné que bon nombre d'entre elles cherchent à licencier toujours plus de travailleurs, à baisser les salaires et à maintenir le statu quo, donnant

systématiquement la priorité à leur propre accès au crédit, dans le but de maximiser le rendement de leurs bénéfices.

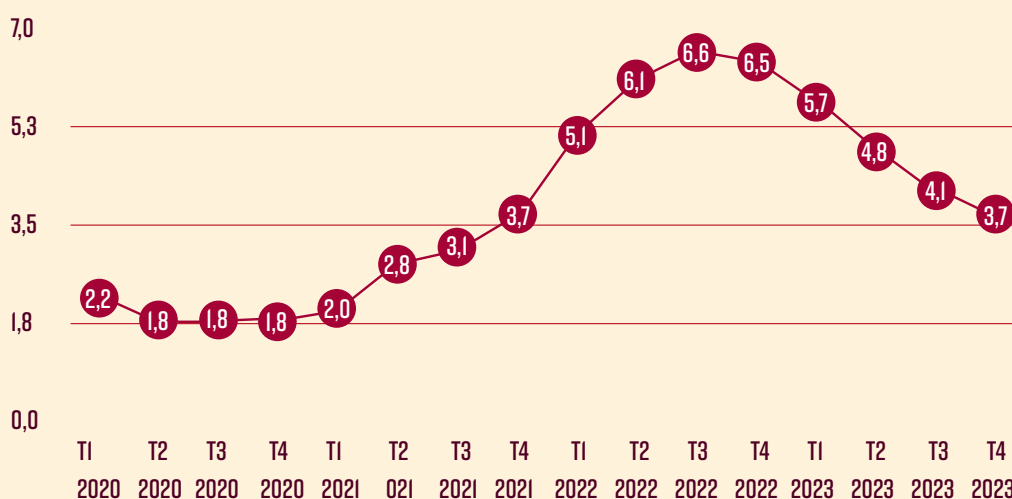
INFLATION

Le premier signe de l'inflation fut la considérable hausse des prix, qui a multiplié les taux d'inflation par deux au dernier trimestre de 2021, avant de se répercuter sur les perspectives de croissance économique.

Les perturbations diverses et la hausse des prix des marchandises importantes, en particulier dans les secteurs de l'alimentation et de l'énergie, suite à l'invasion russe en Ukraine début 2022 et

aux conséquences de la pandémie de COVID-19, ont mis en évidence les problèmes de congestion qui s'amplifiaient depuis une décennie dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les citoyens savent désormais que le discours optimiste sur la croissance mondiale, qu'on leur donnait à entendre depuis la crise financière mondiale des « *subprimes* » en 2009, n'était qu'une illusion.

PRÉVISIONS DU FMI CONCERNANT LE TAUX D'INFLATION SOUS-JACENTE DANS LE MONDE EN JUILLET 2022



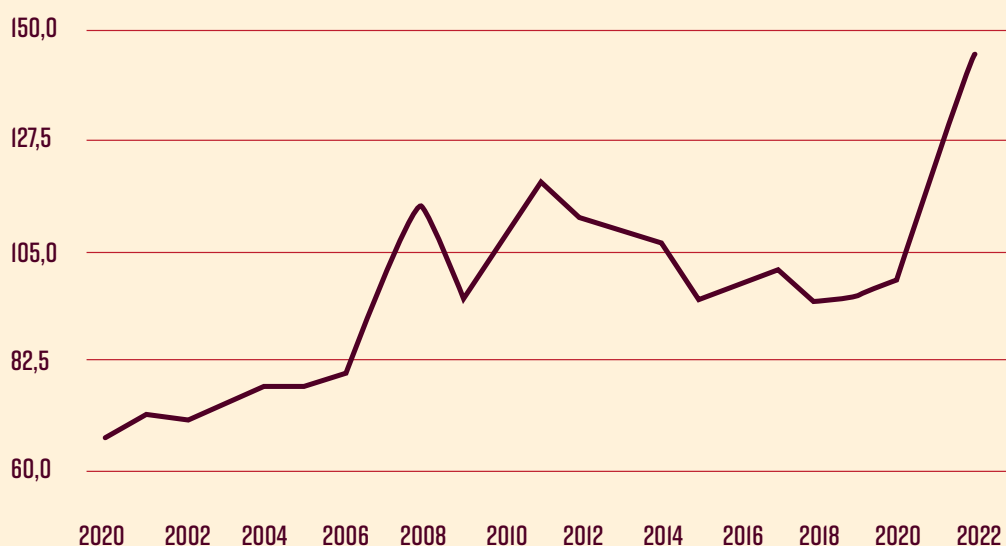
Source : Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, juillet 2022¹

¹ <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/07/26/world-economic-outlook-update-july-2022> consulté en septembre 2022

Les conséquences de la hausse des prix des articles essentiels composant le panier de biens et services des travailleurs et de leur famille – l'alimentation et l'énergie – coïncident avec la forte concentration, en termes de

parts de marché et de puissance commerciale, du comportement avant tout duopolistique et monopolistique des sociétés de commerce, aussi bien au niveau international que local.

ÉVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES. BASE 2014-16=100



Source : Indice
FAO des prix
des produits
alimentaires²

D'après la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), la dernière crise des prix a mis presque un an à se résorber.

Les augmentations des prix de l'énergie opérées en 2021 ont eu

des conséquences phénoménales sur les coûts liés à la consommation des ménages, compte tenu de leur incidence sur les ressources entrant dans la production de nombreux autres biens et services, et ont généré des effets durables sur l'ensemble de l'économie.

² FAO, <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>, consulté en septembre 2022

ÉVOLUTION DES PRIX PAR RAPPORT À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE

	2021	2022	2023
ÉNERGIE	81,0%	50,5%	-12,4%
BIENS NON ÉNERGÉTIQUES	32,7%	19,2%	-8,8%
AGRICULTURE	24,2%	17,7%	-7,7%
ALIMENTATION	30,8%	22,9%	-10,4%
HUILES ET FARINES	41,5%	29,7%	-13,9%
CÉRÉALES	29,9%	20,4%	-10,3%
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	18,4%	15,2%	-4,2%
MATIÈRES PREMIÈRES	8,9%	3,2%	0,7%

Source : Marchés des produits de base de la Banque mondiale³

Les prix des produits de base de la Banque mondiale (« *pink sheet* ») indiquent qu'après les augmentations de 2021 et 2022, la baisse attendue en 2023 est plus modérée, et qu'il conviendrait de centrer les efforts sur le rétablissement du pouvoir d'achat des consommateurs, en particulier pour les ménages dont les dépenses les plus importantes résident dans l'alimentation et l'énergie.

³ <https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets#3> consulté en septembre 2022

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE PESSIMISTE

À l'échelle mondiale, les taux de croissance de l'économie reflètent parfaitement les turbulences décrites ici. En 2021, en dépit de ces facteurs, nous avons constaté l'émergence d'une forte résilience dans de nombreuses économies,

du fait de la reprise due aux interventions financières sans précédent des gouvernements, et grâce aux considérables contributions de la main-d'œuvre dans les secteurs essentiels.

CROISSANCE ANNUELLE DU PIB SELON LE FMI EN JUILLET 2022	PROJECTIONS			
	2020	2021	2022	2023
PRODUCTION MONDIALE	-3,1	6,1	3,2	2,9
PAYS AVANCÉS	-4,5	5,2	2,5	1,4
PAYS ÉMERGENTS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT	-2,0	6,8	3,6	3,9
PAYS ÉMERGENTS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'ASIE	-0,8	7,3	4,6	5,0
PAYS ÉMERGENTS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT D'EUROPE	-1,8	6,7	-1,4	0,9
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	-6,9	6,9	3,0	2,0
MOYEN-ORIENT ET ASIE CENTRALE	-2,9	5,8	4,8	3,5
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	-1,6	4,6	3,8	4,0

Source : Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, juillet 2022

Cependant, les prévisions optimistes de la « *nouvelle norme* » se sont progressivement estompées

à mesure de l'émergence des contraintes de production, et les projections de croissance

économique sont actuellement revues à la baisse, quasiment chaque mois. Lorsque les données par pays sont rassemblées et systématisées, en avril 2022 le FMI a revu ses estimations initiales à la baisse, et de nouveau en juillet 2022, au moment de la publication des Perspectives de l'économie mondiale du FMI. Les estimations de juillet pour 2022 et 2023 sont, respectivement, de 3,2 % et 2,9 %, soit 0,4 et 0,7 points de pourcentage de moins que les prévisions annoncées en avril.

L'OCDE prévoit une croissance de 2,8 % pour 2023, la Banque mondiale de 3,2 % et la CNUCED de 1 %, sans perdre de vue les répercussions de l'inflation sur d'autres prix pendant environ un an.

Ces statistiques indiquent que d'ici à fin 2022 le monde sera entré dans un scénario que les économistes appellent « stagnation », avec une croissance économique nulle ou négligeable conjuguée à une hausse des prix élevée ou en augmentation.

COMMENT EN SOMMES-NOUS ARRIVÉS LÀ ?

Les réponses se trouvent dans l'analyse comparative des évolutions de la croissance du PIB depuis le début du 21^e siècle. Il ne s'agit pas seulement du résultat de l'impact de la pandémie, bien que les conséquences macroéconomiques de la COVID-19 aient effectivement accéléré certains processus.

La croissance mesurée en fonction du PIB a été enregistrée dans la

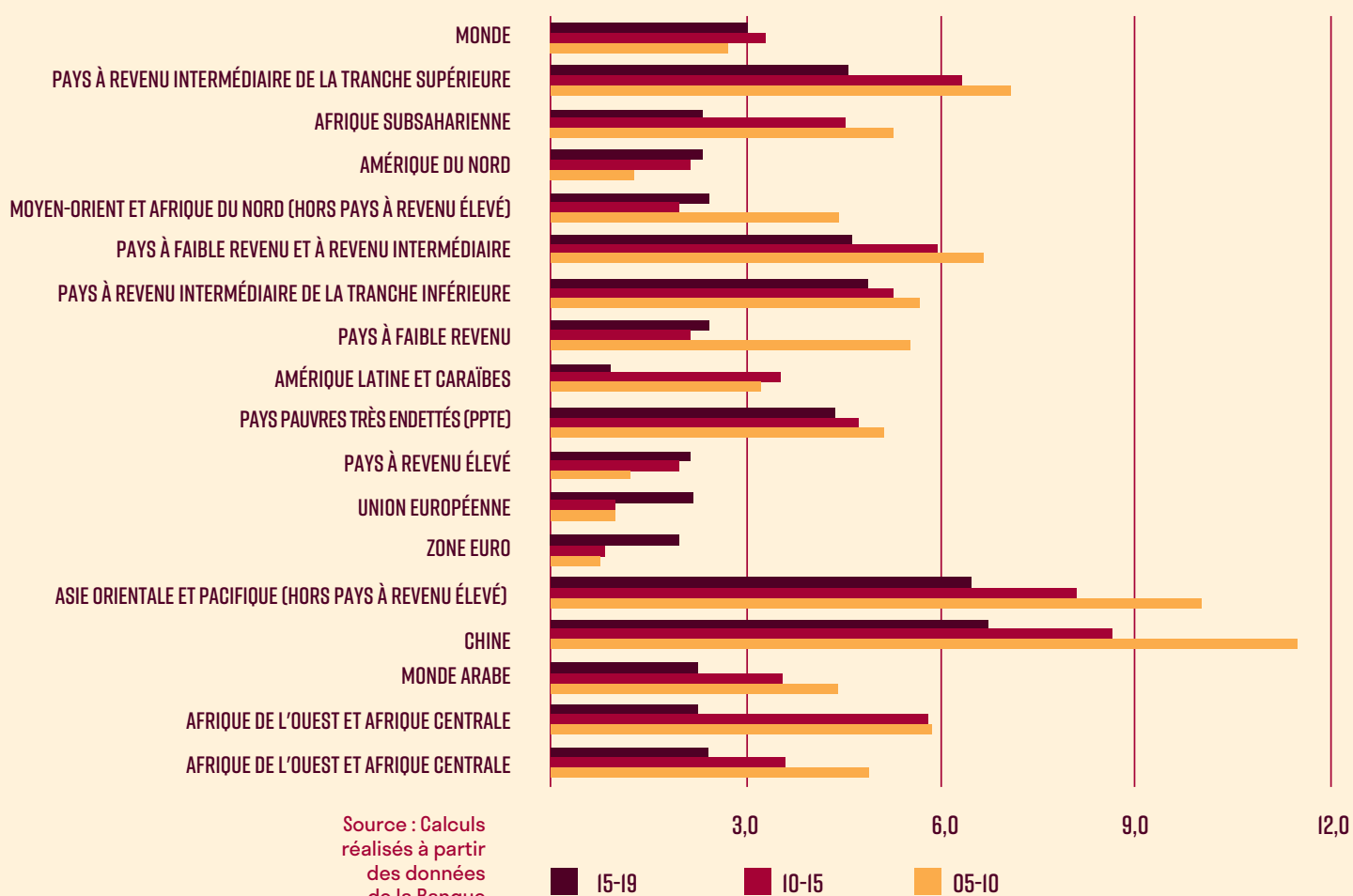
plupart des régions, plus précisément dans celles qui affichent des revenus relatifs plus faibles ainsi que dans les pays émergents, où les taux de croissance ont été beaucoup plus élevés jusqu'à 2010, avec un déclin plus marqué après 2015 et jusqu'à 2019. Les pays à revenu élevé font exception (UE, zone euro, Amérique du Nord) : après 15 années de croissance extrêmement faible, leur PIB a

enregistré une modeste croissance de 2 % par an entre 2015 et 2019.

Il convient de noter que l'inflation et les taux de croissance du PIB agissent comme des indicateurs pour d'autres variables de l'économie de marché, notamment l'investissement, l'emploi, la répartition des

revenus, l'intervention de l'État et la structure des marchés. Une analyse plus approfondie de ces variables permet de bien comprendre la dynamique actuelle de l'économie mondiale, au-delà des différences entre le Nord et le Sud, l'Est et l'Ouest, le centre ou la périphérie.

CROISSANCE MOYENNE DU PIB PAR RÉGION (%)



⁴ Données de la Banque mondiale. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG>

INVESTISSEMENT TARDIF ET EXPLOSION DES BÉNÉFICES

En termes économiques, la production est strictement destinée à trois objectifs différents :

- la consommation : satisfaire les besoins immédiats des individus ;
- la consommation intermédiaire : processus de transformation de nouveaux biens ou services, par exemple ;
- l'investissement : lorsque la production est utilisée comme ressource entrant dans la production d'autres biens et services.

L'investissement est la variable qui amplifie la capacité de production d'une économie et définit la future production potentielle. L'investissement peut être national, c'est-à-dire réalisé par les entreprises locales, ou prendre la forme d'un « *investissement étranger direct* » (IED), lorsque des acteurs d'un pays investissent dans un pays tiers. L'IED se révèle assez dynamique depuis plusieurs décennies,

en particulier dans le cadre du processus « *d'externalisation* » de la production des pays développés vers les pays émergents pour profiter des coûts de production plus faibles, essentiellement au niveau de la main-d'œuvre et des réglementations plus laxistes – en droit et en fait. Depuis la crise de 2008-2009, le comportement de l'investissement a considérablement changé, en particulier à partir de 2015.

La CNUCED⁵ a précisé : « *Certes, les flux mondiaux d'IED sont repartis fortement à la hausse en 2021 (par rapport à 2020), mais les investissements industriels restent faibles et très en deçà des niveaux antérieurs à la pandémie, surtout dans les pays les plus pauvres* », en ajoutant les éléments suivants :

En 2021, l'IED pesait 1.500 milliards de dollars US, c'est-à-dire seulement 6,9 % de plus qu'en 2019 au plan mondial, mais représentait 23 % de moins qu'en 2015 – année charnière de la tendance à la hausse. Pour les

⁵ CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 https://unctad.org/system/files/official-document/wir2022_en.pdf page 6

pays développés, ce chiffre s'élevait à 2,9 % de moins par rapport à 2019,

mais à 44 % de moins qu'en 2015, et à un tiers de moins qu'en 2000.

COMPARAISON DES FLUX D'IED

	2021/2000	2021/2015	2021/2019
TOTAL	16,6%	- 23,3%	6,9%
PAYS DÉVELOPPÉS	- 34,2%	- 43,6%	- 2,4%
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	275,6%	12,9%	16,8%

Source :
CNUCED
op. cit.

Le changement de direction de l'investissement est alarmant : « *Malgré d'importants bénéfices, la propension des entreprises multinationales à investir dans de nouveaux actifs productifs à l'étranger est restée faible* » (CNUCED op. cit.). Par exemple, en 2021, les 5.000 plus grandes entreprises multinationales ont engrangé des bénéfices records, deux fois plus élevés que les précédents bénéfices, profitant de la demande non satisfaite, des taux d'intérêt très faibles et du soutien extraordinaire

des gouvernements pour atténuer les effets négatifs de la pandémie.

Les quatre plus grands conglomérats alimentaires du monde illustrent très bien ce comportement : ADM, Bunge, Cargill et Dreyfus (dénommés « *ABCD* »), qui contrôlent 75 % du commerce des céréales⁶, ont enregistré des bénéfices exceptionnels entre 20 % et 80 % dans le contexte des hausses de prix et des difficultés d'approvisionnement qui commencent à se faire sentir. Il convient de noter que ces quatre entreprises, qui fonctionnent depuis

⁶ Il y avait précédemment cinq conglomérats mais l'entreprise suisse André a fait faillite en 2002. Il existe d'autres sociétés de moindre taille dans d'autres secteurs, tels que les industries extractives, l'industrie manufacturière ou le commerce de marchandises, mais ces quatre géants sont réputés être les principaux acteurs.

leur siège traditionnel, ont chacune leur résidence fiscale dans des paradis fiscaux ou des territoires spéciaux, à savoir les Bermudes, la Suisse ou le Delaware⁷.

Cette situation offre un contraste saisissant avec les millions de personnes qui, en même temps, souffrent de la faim ou de la famine. Le programme alimentaire mondial (PAM) note que « *en 2022, les conflits, la COVID, la crise climatique et la hausse des prix mettent en danger les 828 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde.* »⁸

Les entreprises alimentaires ne sont pas les seules à être montrées du doigt pour leurs pratiques d'évasion fiscale et leurs méthodes « *d'augmentation des bénéfices* » ; en effet, les entreprises de plusieurs autres secteurs recourent également aux prix de transfert, à « *l'autocrédit* » et au changement de pays pour optimiser les bénéfices au profit des actionnaires et des dirigeants.

La « *surévaluation* » du capital au moyen de pratiques comme les fusions-acquisitions ou le rachat d'actions⁹ contribue à rendre la spéculation financière plus rentable que la production de biens et de services. Ce phénomène a déplacé le centre d'intérêt, qui n'est plus axé sur l'efficacité et la productivité mais sur l'architecture financière, aussi bien au niveau micro que macro, ce qui a réduit le potentiel de création d'emplois, le tout sous le couvert de « *l'évolution technologique* ».

C'est ce qui explique pourquoi les « investissements de création de capacités¹⁰ n'ont augmenté que de 11 %, restant 20 % au-dessous des niveaux antérieurs à la pandémie » (CNUCED op. cit.). La valeur des investissements de création de capacités a stagné dans les pays en développement, au niveau le plus bas jamais enregistré. « *Ce constat est préoccupant, de nouveaux investissements dans l'industrie étant cruciaux pour la croissance économique et les perspectives de développement* », met en

⁷ Sources issues des sites web des entreprises ou résultant de nos recherches :

<https://investors.bunge.com/sites/bungeltd-ir/files/2021ar.pdf>

https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/11303241/000114420412010419/v303488_sc13ga.htm

https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/rr-cereal-secrets-grain-traders-agriculture-30082012-en_4.pdf

⁸ WFP: Une faim catastrophique | Programme alimentaire mondial (wfp.org) consulté en septembre 2022.

⁹ Dans le cadre du rachat d'actions, les principaux actionnaires d'une entreprise, au lieu d'investir les bénéfices, achètent les actions de leur propre entreprise pour accroître sa valeur et renforcer le contrôle qu'ils exercent sur l'entreprise.

¹⁰ Les investissements de création de capacités sont réalisés par une entreprise étrangère qui, au lieu d'acquérir une entreprise existante dans un pays, procède à un nouvel investissement dans un pays, ce qui s'apparente clairement à un élargissement de la capacité de production.

garde la CNUCED, en précisant :
« *L'augmentation attendue des taux d'intérêt aux États-Unis, en Europe et dans d'autres grandes puissances économiques... pourrait ralentir les marchés des fusions-acquisitions*

et plomber la croissance des financements internationaux de projets. Le pessimisme des marchés financiers et l'ombre de la récession pourraient accélérer une potentielle baisse de l'IED. »

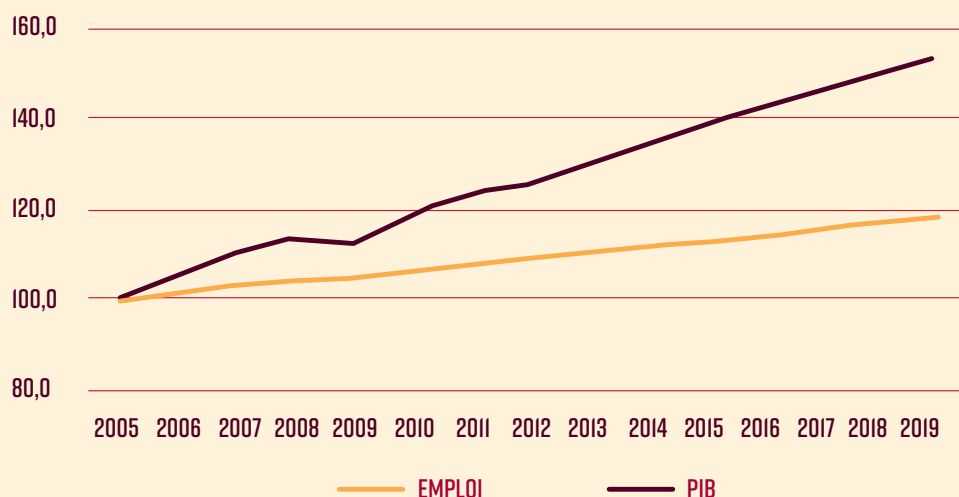
L'INVESTISSEMENT SPÉCULATIF NE GÉNÈRE PAS DE CRÉATION D'EMPLOIS

Au cours de la dernière décennie, l'investissement était centré sur les éléments « *incorporels* », qui ne contribuent pas directement au processus productif, tels que les brevets, les marques, les cryptomonnaies et les actions émises par des entreprises tierces. Les répercussions sur les travailleurs sont manifestes. Des milliards de travailleurs perçoivent des salaires plus faibles, ont moins d'heures de travail, subissent l'insécurité de l'emploi, sans pouvoir obtenir de soutien de la part des gouvernements, qui réduisent leurs systèmes de protection sociale et leurs services publics pour faire face à la diminution des contributions fiscales des entreprises aux recettes de l'État.

Le PIB augmente à l'échelle mondiale, sans donner lieu pour autant à une croissance de l'emploi. L'objectif de « *plein-emploi productif* » a disparu du discours narratif et n'est plus un objectif politique. Autrement dit, le PIB par travailleur a augmenté, mais cette hausse ne se reflète pas dans les salaires réels moyens.

Entre 2021 et 2022, le nombre d'individus employés devrait augmenter d'environ 2,1 % seulement, alors qu'on attend un PIB beaucoup plus élevé, ce qui montre que le PIB est insuffisant pour réduire le chômage et améliorer le niveau de vie de la population mondiale de manière significative.

TENDANCES DU PIB RÉEL MONDIAL (EN DOLLARS US CONSTANTS 2017) ET DE L'EMPLOI (NOMBRE DE TRAVAILLEURS) BASE DE L'INDICE 2005 = 100

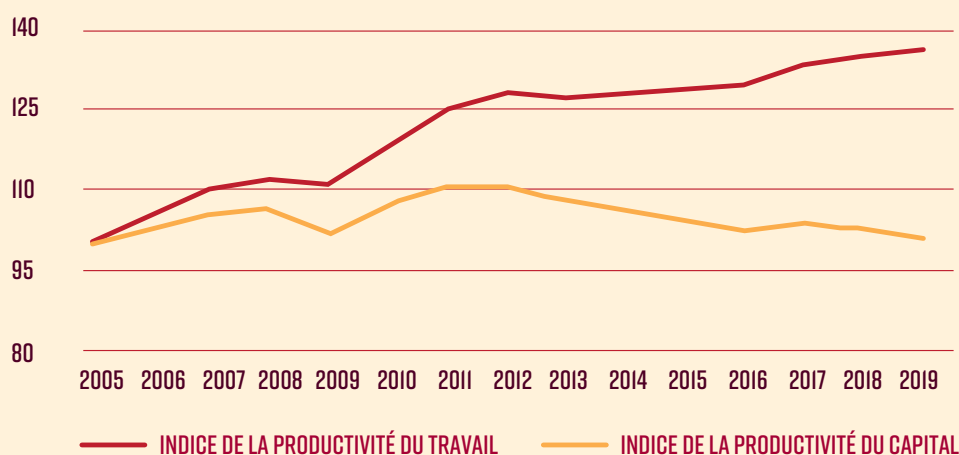


Source : CSI, à partir de la base de données Penn World Table 10.0¹¹

Si l'on compare les tendances de l'emploi total et du PIB, en prenant l'année 2005 comme année de base, l'emploi a augmenté de 18,1 % à l'échelle mondiale jusqu'en 2019 (l'année 2020 n'a pas été prise en compte en raison de la situation inhabituelle due à la pandémie de COVID-19), et le PIB global, en prix

constants en dollars US, a augmenté de 53,6 %, ce qui révèle une hausse extraordinaire de la productivité mondiale du travail par rapport au capital. Cette création d'emplois a tout juste suffi à maintenir le nombre de chômeurs à environ 200 millions de personnes à travers le monde, d'après l'OIT¹².

PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET DU CAPITAL BASE 2005 = 100



Source : CSI, à partir de la base de données Penn World Table 10.0

¹¹ Base de données Penn World Table version 10.0 <https://www.rug.nl/ggdc/productivity/pwt/?lang=en> consulté en août 2022.

¹² Outil de recherche de données de l'OIT <https://ilostat.ilo.org/es/new-ilo-database-updates-work-related-indicators-to-meet-latest-standards/>, septembre 2022

L'analyse de la productivité¹³, en tant que contribution du capital et du travail à la croissance du PIB, montre que depuis 2005, la productivité du capital a non seulement stagné, mais aussi décliné à partir de 2011, tandis que la productivité du travail (PIB par rapport à l'emploi ou au nombre de travailleurs) a constamment augmenté, hormis en 2009 pendant

la crise des « *subprimes* ». Entre 2011 et 2019, c'est-à-dire suite à la crise financière mondiale, le PIB par travailleur employé a augmenté de 9,2 %, alors que le PIB par dollar investi a diminué de 8,4 %. Cette différence est une appropriation de l'excédent par le capital.

LES FRUITS DE LA CROISSANCE N'APPARAISSENT PAS DANS LES SALAIRES

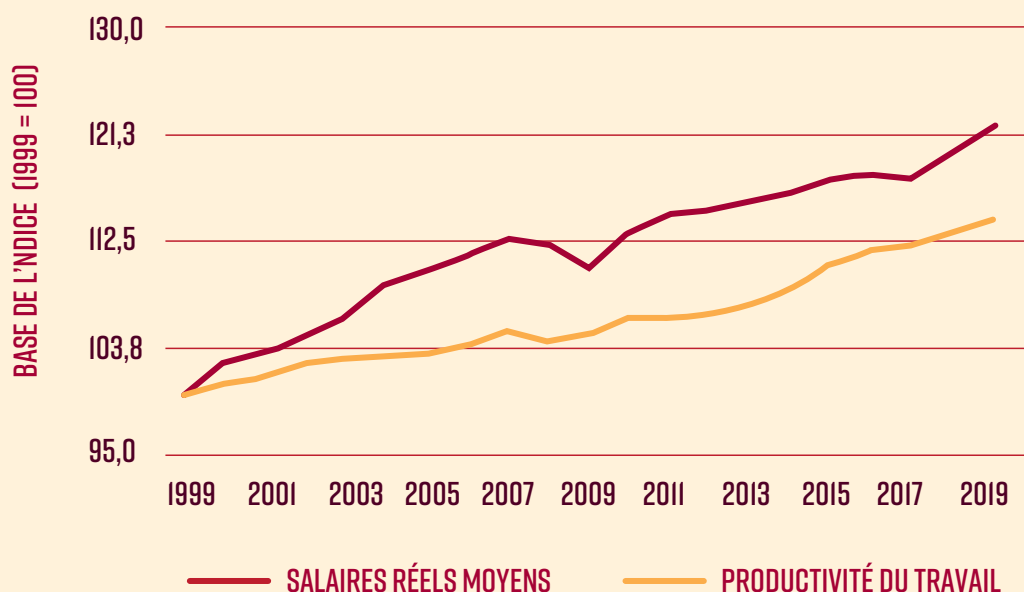
La question de la répartition, dans le cadre d'une croissance économique soutenue, revêt une importance fondamentale pour l'analyse politique. Elle est à la base des arguments des syndicats pour demander des augmentations de salaire et des négociations salariales. Même dans les pays développés, la productivité du travail s'est renforcée depuis le début du

21^e siècle, à l'exception de la période de la crise financière mondiale de 2009, mais les salaires moyens sont inférieurs à leur contribution à la croissance. C'est ce que met en évidence le Rapport mondial sur les salaires de l'OIT 2020¹⁴, non seulement dans les pays où les institutions du marché du travail et les réglementations sont faibles, mais aussi dans les pays développés.

¹³ Productivité du capital = PIB/stock de capital ; productivité du travail = PIB/emploi total.

¹⁴ Rapport mondial sur les salaires de l'OIT 2020-21 <https://www.ilo.org/global/research/global-reports/global-wage-report/2020/lang--fr/index.htm>

TENDANCES POUR LES SALAIRES RÉELS MOYENS ET LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS



Ces tendances révèlent que le capital s'est largement approprié la part des revenus du travail résultant de la croissance économique à laquelle ont participé les travailleurs. C'est particulièrement le cas des entreprises qui détiennent la plus forte concentration de puissance commerciale et de parts de marché.

Ce phénomène est manifeste en ce qui concerne les tendances des salaires réels moyens, outre la perte colossale de pouvoir d'achat des travailleurs pour payer les biens et services. Cette situation se produit dans un contexte d'augmentation excessive des bénéfices réalisés par les grandes entreprises qui vendent des biens et services essentiels aux travailleurs et à leur famille.

Depuis 2007, à partir du pic de 2,5 % par rapport à l'année précédente, le pouvoir d'achat des salaires moyens a à peine augmenté (en excluant la Chine). Compte tenu de la dynamique inflationniste, les salaires moyens pourraient perdre autour de 1,3 % de pouvoir d'achat en 2022 (c'est-à-dire moins 1,3 %).

Il n'est pas possible de trouver une explication à la dégradation des salaires réels sans prendre en compte certaines caractéristiques propres aux marchés du travail depuis le développement de la mondialisation, qui apparaissent clairement, d'un côté, dans la réduction de l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance et, d'un autre côté, dans l'appropriation croissante par le capital d'une part

plus importante du PIB. Ces éléments reposent sur le pouvoir « *disciplinaire* » qui pèse sur le travail (les travailleurs et les syndicats), imposé par :

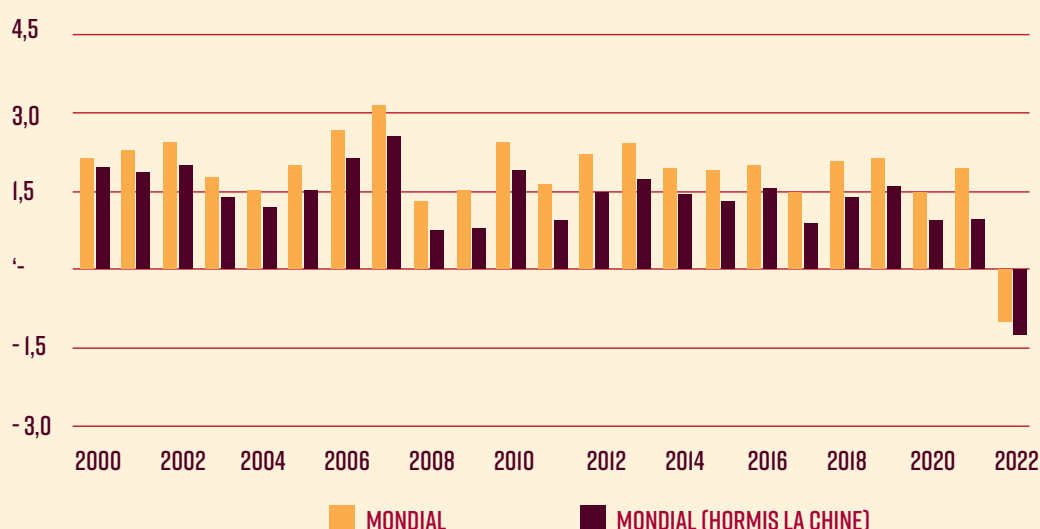
- L'externalisation, en particulier lorsque le capital menace (et s'efforce) de déplacer la production et l'emploi dans des régions où les salaires relatifs et les autres prestations sont moins élevés ;
- La mondialisation, en travaillant avec des fournisseurs dans des régions éloignées et en segmentant la production dans une entreprise ou un territoire unique ;
- Les formes d'emploi atypiques, en s'appuyant sur des outils technologiques tels que l'économie des plateformes, l'assouplissement et la déréglementation des lois

sur le travail, avec une tendance à profiter des régimes plus précaires et à affaiblir la solidarité entre les travailleurs ;

- Le faible nombre de membres syndicaux, la diminution de la densité syndicale, les restrictions à l'organisation des travailleurs dans de nouveaux secteurs, en recourant à l'interdiction, aux menaces, à la décrédibilisation des organisations de travailleurs pour empêcher l'union des travailleurs et le pouvoir des demandes coordonnées.

Ces facteurs ont entraîné des suppressions massives de salaire, ce qui caractérise généralement la dynamique d'accumulation de l'économie mondiale de ces dernières années, parallèlement au déclin de la participation des travailleurs dans la répartition des résultats générés par nos économies.

TENDANCES DES SALAIRES RÉELS MOYENS



Rapport mondial
sur les salaires
de l'OIT 2022
(à paraître) et
prévisions de la
CSI pour 2022

DES SALAIRES QUI NE PERMETTENT PAS UN NIVEAU DE VIE DÉCENT

L'expression « *suppression des salaires* » fait référence à la stagnation ou à la détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs issu de leur rémunération, en raison du manque de négociations ou d'augmentations réglementaires. C'est ce qui a caractérisé la longue période de faible inflation mondiale, et aujourd'hui, comme la hausse des prix s'accélère, tous les instruments visent à maintenir les salaires nominaux au niveau actuel, ou à faire en sorte qu'ils restent en dessous du taux d'inflation.

En dépit de la pénurie théorique de travailleurs dans les pays développés, d'après le discours macroéconomique orthodoxe, les salaires ne reflètent pas l'augmentation des prix et n'incitent pas les travailleurs découragés à arriver sur le marché du travail. Seuls quelques pays ont augmenté le salaire minimum – lorsqu'il existe – en l'indexant sur l'inflation, mais la plupart des pays développés ont assisté à un déclin estimé en moyenne à -1,3 %.

CRÉATION D'EMPLOIS ET PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS PAUVRES¹⁵ EN POURCENTAGE

	2005	2011	2019	2021
EMPLOI (MILLIONS)	2.817,0	3.008,3	3.287,3	3.257,2
PAUVRETÉ MODÉRÉE (%)	18,9%	12,0%	6,7%	6,9%
EXTRÊME PAUVRETÉ (%)	19,9%	16,7%	11,1%	11,2%

Source : Outil de recherche de données de l'OIT (*ILO Data Finder*) (op. cit.)

¹⁵ D'après le seuil de pauvreté international déterminé par la Banque mondiale à 1.90 dollar US en utilisant la PPA (parité de pouvoir d'achat) ; cette valeur a été mise à jour en septembre 2022 et s'élève à 2,15 dollars US.

Le nombre de travailleurs pauvres, c'est-à-dire les personnes qui travaillent mais qui ne gagnent pas suffisamment d'argent pour hisser leur famille hors de la pauvreté, diminue régulièrement depuis 2005. Cette tendance s'est inversée en 2021 et offre peu de perspectives de retour à la baisse dans un avenir proche du fait de la hausse généralisée des prix sur l'ensemble du globe, qui va aggraver le manque de création d'emplois résultant des politiques monétaires rigoureuses appliquées par les pays.

Soutien au plein-emploi, aux salaires équitables et à la protection sociale universelle :

Un développement économique durable et inclusif requiert un

partage équitable du travail. Il est essentiel de remédier à la diminution de la part du revenu du travail du PIB, en améliorant le travail décent et en luttant contre la pauvreté au travail exacerbée par la montée de l'inflation. Dans cet objectif, il faut garantir un salaire minimum suffisant qui tienne compte du coût de la vie. Des salaires équitables nécessitent également un dialogue social ferme et des institutions du marché du travail fortes qui permettent la négociation collective, la liberté syndicale et l'égalité de rémunération.

LE SPECTRE DE LA DETTE

La pandémie n'est pas encore terminée, mais elle a déjà fait d'énormes dégâts en termes d'endettement des pays, des entreprises – en particulier les petites et moyennes entreprises – et des ménages. La dette souveraine est une question essentielle

dans les pays émergents et en développement, en raison de ses effets aux niveaux macro-économique et microéconomique. La dette a pratiquement doublé entre 2011 et 2020, passant de 6.500 milliards à 11.700 milliards de dollars US. Le service de la dette pèse 310

milliards de dollars US en 2022, soit l'équivalent du PIB de la Finlande ou du Chili.

Les pays émergents et en développement doivent payer des taux d'intérêt plus élevés pour faire face au service de la dette. Un quart des pays qui ont recouru à la dette au cours des deux dernières années paient des fonds nouveaux ou refinancés avec un écart de 1.000 points de base, ou plus¹⁶.

Il faut davantage d'exportations aujourd'hui qu'il y a deux ans pour obtenir les devises nécessaires pour financer le service de la dette extérieure. Le ratio entre la dette et les exportations a augmenté dans 121 pays sur 127. Dans 51 de ces pays, le niveau du service de la dette dépasse de 250 % les exportations annuelles, ce qui signifie que toutes les exportations pendant 2,5 ans (sans compter les importations) seront réservées au service de la dette.

QUELLES PERSPECTIVES POUR L'AVENIR ?

Les perspectives d'avenir sont peu réjouissantes. Suite au triplement de l'inflation, en particulier dans les pays développés, des mesures unilatérales et non coordonnées, qui reposent sur la doctrine économique orthodoxe, ont commencé à être adoptées. « *Réduire la demande* » est désormais l'obsession de la plupart des banques centrales et des institutions financières internationales. La consommation étant attachée aux salaires et aux secteurs à plus faible revenu de la

société, toutes les mesures visant à réduire la demande portent fondamentalement préjudice aux travailleurs.

La méthode la plus directe pour atteindre cet objectif, parce qu'elle est facile à mettre en œuvre, consiste à **augmenter les taux d'intérêt**. Il est possible de relever les taux d'intérêt du jour au lendemain, avec des effets immédiats sur l'économie. Cette mesure encourage l'épargne (chez les personnes qui ont un excédent

¹⁶ La différence entre le taux de la FED et ce que le pays doit verser équivaut à 10 %.

de revenus) et, en conséquence, fait baisser la consommation.

Entre mai et juin 2022, 164 pays, à l'exception de la Suisse, du Japon, de la Bulgarie et du Danemark, ont augmenté leurs taux d'intérêt¹⁷. Il s'agissait dans certains cas des plus fortes hausses depuis plus de 40 ans.

Le deuxième train de mesures vise à **réduire les dépenses budgétaires**, concernant plus particulièrement les subventions directement versées aux ménages, la fourniture de biens et services publics et la protection sociale. Bien que contradictoire par rapport à l'objectif précédent, la réduction de l'impôt sur les sociétés est souvent présentée comme une alternative destinée à compenser la réduction de l'activité économique, même lorsque ses effets sont insuffisants et contreproductifs, puisque cette mesure se traduit généralement par des bénéfices exceptionnels pour les grandes entreprises.

La CNUCED a mis en garde contre les « *mouvements financiers mondiaux désordonnés* » suite à l'augmentation des taux d'intérêt

aux États-Unis. Il est évident à présent que cela a provoqué une inversion des mouvements de capitaux, qui sont revenus aux États-Unis, fuyant le reste du monde. Les conséquences de cette « fuite des capitaux » sont constatées dans la dévaluation des monnaies, même l'euro. Cette simple mesure a exercé des pressions inflationnistes supplémentaires partout dans le monde mais les répercussions se sont essentiellement fait ressentir dans les pays en développement, en particulier dans les pays fortement endettés.

Les précédentes crises économiques mondiales ont eu des effets différents sur les travailleurs, selon les régions et les secteurs. Cette fois-ci, ce n'est pas le cas. Une des principales caractéristiques de cette crise est son impact sur les travailleurs, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement, car elle touche tous les secteurs, toutes les activités et tous les arrangements contractuels, quels que soient les facteurs démographiques et le niveau de développement économique.

¹⁷ Parmi les pays du G20, seul le Japon n'a pas augmenté ses taux d'intérêt.

Par conséquent, des mesures très spécifiques et coordonnées sont nécessaires pour réduire les effets négatifs sur les travailleurs et nos communautés. D'après les estimations, faute d'interventions extraordinaires, c'est le statu quo qui risque de l'emporter, avec quelque 250 millions de personnes de plus qui souffriront de la faim ou connaîtront la famine d'ici à fin 2022.

En cas d'endettement élevé, l'austérité provoquera des implosions économiques sur toute la planète.

Le scénario le plus probable est celui d'une récession mondiale profonde, de la stagflation et du désespoir économique. Si aucune mesure n'est adoptée pour inverser la perte de la part des revenus du travail, en veillant sérieusement à améliorer le pouvoir d'achat issu des salaires et à obtenir un nouvel engagement en faveur de l'investissement dans la protection sociale, l'actuelle orthodoxie économique du statu quo ne nous permettra absolument pas d'honorer les engagements internationaux que nous avons pris pour atteindre les objectifs du Programme 2030 de développement durable des Nations Unies et instaurer une économie mondiale profitable à tous et toutes.

L'économie mondiale ne fonctionne pas pour les personnes qui travaillent et leur famille.

Le contrat social n'a jamais été garanti dans les pays en développement, et il se détériore depuis des décennies dans les pays développés. Alors que les bénéfices et la productivité augmentent sensiblement depuis le début de l'hypermondialisation, la part des revenus du travail ne cesse de décliner. La richesse découlant de l'explosion des chaînes d'approvisionnement mondiales provient de l'exploitation déshumanisante des travailleurs, privés de droits fondamentaux et de travail décent. Il en résulte un marché du travail brisé, dans lequel 60 % des travailleurs à travers le monde sont prisonniers du travail informel, et où plus d'un tiers des travailleurs occupant des emplois formels ont une situation professionnelle précaire. Ces facteurs sont imputables à l'échec des politiques et des programmes imposés aux pays par les institutions financières internationales (IFI). La vulnérabilité de nombreuses économies n'a jamais été aussi forte. Nous avons besoin de nouveaux modèles économiques conjugués à de nouveaux schémas commerciaux reposant sur le

plein-emploi, le travail décent et la prospérité partagée.

Nous demandons un nouveau contrat social :

- 1) Emplois : adopter un objectif de politique économique et de développement axée sur le plein-emploi afin d'inclure tous les individus ; investir dans des emplois respectueux du climat et garantissant une transition juste ;
- 2) Droits : respecter la promesse faite dans la Déclaration du centenaire de l'OIT en faveur de droits et de protections pour tous les travailleurs, comprenant désormais la santé et la sécurité au travail, quel que soit leur régime d'emploi ;
- 3) Salaires justes : définir des salaires minimums vitaux et des salaires justes, en améliorant nettement la négociation collective ;
- 4) Protection sociale universelle : mettre en place un fonds mondial pour la protection sociale contribuant à établir des systèmes de protection

sociale dans les pays les plus pauvres ;

- 5) Égalité entre les genres et les races : parvenir à un monde du travail exempt de violence et de harcèlement fondés sur le genre ;
- 6) Inclusion : suivre un modèle de développement fondé sur les droits grâce à une réforme multilatérale impliquant la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et le respect de l'Accord de Paris sur le climat, afin de combattre efficacement les menaces à l'encontre de notre paix et de notre sécurité commune.

Un nouveau contrat social associé à la prospérité partagée et à la transition juste contribuera à stabiliser les communautés et les économies, tout en favorisant la sécurité commune pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion, et permettra une coexistence plus pacifique.